

Association COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF
18 ROUTE PHILIBERT TSIRANANA
97490 SAINTE-CLOTILDE

<p>COMPTE RENDU DE MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</p>
--

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION COMITE REGIONALE OLYMPIQUE ET SPORTIF

A l'attention de M. Le Président

20 Route PHILIBERT TSIRANA

97 490 SAINTE-CLOTILDE

Fait à la Possession, le 10 MARS 2026

CONFIDENTIEL

Nos références : BEF / 58 / 2026

COMPTE RENDU DE MISSION

Objet : Communication L823-16 du code de commerce

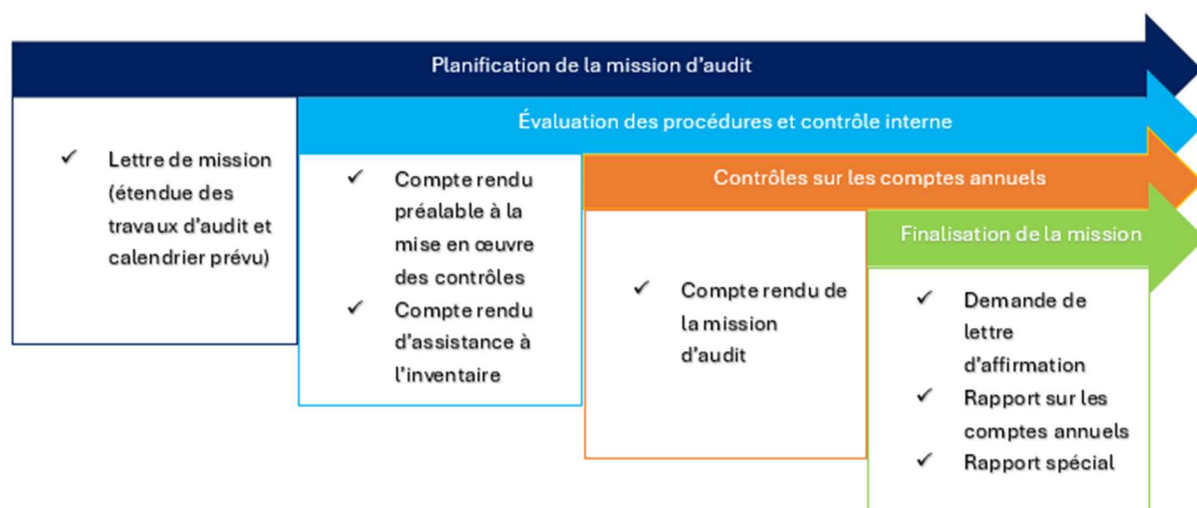
Monsieur le président,

Dans le cadre de notre mission d'audit légal de l'association COMITE REGIONALE OLYMPIQUE ET SPORTIF, au titre de la situation arrêté au 31 décembre 2025, nous vous faisons part conformément à l'article L 821-63 du code de commerce des points d'audit relevés.

Le présent compte rendu s'inscrit dans le cadre de la finalisation de notre mission de certification des comptes annuels. Il s'agit d'un document préalable à l'émission de notre opinion sur les comptes, qui ne peut être utilisé comme un rapport d'audit. Il a pour objet de :

- Porter à votre connaissance les principales conclusions de notre mission pour l'exercice clos le 31/12/2025 ;
- D'échanger sur les faits significatifs ayant eu une incidence sur l'élaboration et le traitement de l'information financière.

La démarche d'audit est la suivante :



Sommaire	
1. EVENEMENTS DE L'EXERCICE.....	4
1.1. Rappel des évènements significatifs antérieurs.....	4
1.2. Evènements significatifs de la période.....	4
1.3. Evènement significatifs postérieurs à la clôture.....	4
2. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE.....	4
3. COMMENTAIRES SUR LE DEROULEMENT DE LA MISSION.....	6
3.1. Historique.....	6
3.2. Particularités.....	6
3.3. Marché.....	7
3.4. Difficultés rencontrées.....	7
3.5. Modifications apportées au plan de mission.....	7
3.6. Principales échéances.....	7
4. SYNTHESE DES CONTRÔLES DE SUBSTANCE.....	7
5. SYNTHESE DES VERIFICATIONS SPECIFIQUES.....	17
5.1. Conventions règlementées.....	17
5.2. Autres vérifications.....	17

1. EVENEMENTS DE L'EXERCICE

1.1. Rappel des évènements significatifs antérieurs

L'événement à suivre sont :

- Subvention d'exploitation donnant comptabilisation d'un fonds dédiés ;
- Pass' sport l'aide aux familles selon revenu.

1.2. Evènements significatifs de la période

Pour la période auditée, les faits suivants sont à souligner :

- Changement de gouvernance (Mandat de 4 ans) ;
- Baisse des subventions à hauteur de 60 K€ ;
- Indemnité départ à la retraite ;
- Juridique pour la Maison régionale 2 ;
- Procédure d'engagement validation des dépenses.

1.3. Evènement significatifs postérieurs à la clôture

Depuis la date de clôture, un événement notable est à prévoir en aout 2026 : le départ à la retraite de la comptable.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

Actif	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Immobilisations incorporelles	0	35	-35	-100,00 %
Immobilisations corporelles	59 761	71 686	-11 925	-16,63 %
Immobilisations financières	724	724	0	0,00 %
Clients et comptes rattachés	64 140	63 898	242	0,38 %
Autres valeurs réalisables	100 105	130 567	-30 462	-23,33 %
Valeurs disponibles	300 060	352 838	-52 778	-14,96 %
Comptes de régularisation actif	7 152	3 760	3 392	90,21 %
TOTAL ACTIF	531 942	623 508	-91 566	-14,69 %

Analyse de l'actif au 31 décembre 2025

Au 31 décembre 2025, l'actif enregistre une diminution globale de 92 K€. Cette baisse résulte de plusieurs évolutions significatives :

- Une réduction des immobilisations corporelles de 12 K€, liée à un niveau d'amortissements important ou à l'absence d'investissements durant la période ;
- Une diminution des disponibilités de 52 K€ (-14,98 %), en cohérence avec la baisse des subventions constatée sur l'exercice, à hauteur de 53 K€.

Passif	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Fonds propres (hors résultat)	328 877	376 320	-47 443	-12,61 %
Résultat de l'exercice	-55 815	-4 279	-51 536	1 204,43 %
Fonds dédiés	98 951	48 513	50 438	103,97 %
Provisions pour risques et charges	41 504	10 000	31 504	315,04 %
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 005	1 005	0	0,00 %
Dettes fournisseurs et cpt.rattachés	33 144	50 736	-17 592	-34,67 %
Dettes fiscales et sociales	45 512	59 540	-14 028	-23,56 %
Dettes sur immo. et cpt.rattachés	1 254	946	309	32,62 %
Autres dettes	1 510	6 727	-5 217	-77,55 %
Comptes de régularisation passif	36 000	74 000	-38 000	-51,35 %
TOTAL PASSIF	531 942	623 508	-91 566	-14,69 %

Analyse du passif au 31 décembre 2025

Le passif présente une diminution de 92 K€ au 31 août 2025. Cette baisse s'explique principalement par :

- Une perte de l'exercice de 55 K€, entraînant une réduction des fonds propres ;
- Une hausse des fonds dédiés de 50 K€ ainsi qu'une augmentation des provisions pour risques et charges, notamment liées à l'indemnité de départ à la retraite, qui viennent partiellement compenser cette perte.

Ainsi, la baisse nette du passif s'établit à 532 K€, reflétant l'effet combiné de la perte enregistrée sur l'exercice et de la réévaluation positive de certaines composantes des fonds propres.

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Produits d'exploitation	594 780	814 098	-219 317	-26,94 %
Cotisations	18 120	32 260	-14 140	-43,83 %
Chiffre d'affaires	95 184	107 731	-12 547	-11,65 %
Subventions d'exploitation	429 976	539 252	-109 276	-20,26 %
Reprise fonds dédiés	48 513	109 787	-61 275	-55,81 %
Autres produits d'exploitation	2 987	25 067	-22 080	-88,08 %
Charges d'exploitation	650 833	838 533	-187 700	-22,38 %
Autres achats et charges externes	199 219	363 562	-164 343	-45,20 %
Impôts taxes et versements assimilés	27 707	29 112	-1 404	-4,82 %
Salaires et traitements	259 250	308 424	-49 173	-15,94 %
Charges sociales	39 831	64 681	-24 850	-38,42 %
Dotation amort. sur immobilisations	23 114	24 233	-1 118	-4,61 %
Dotations aux provisions	2 255	0	2 255	0,00 %
Dotation Fonds dédiés	98 951	48 513	50 438	103,97 %
Autres charges	505	9	496	5 441,01 %
Résultat d'exploitation	-56 053	-24 435	-31 617	129,39 %
Produits financiers	238	398	-160	-40,19 %

Résultat Courant	-55 815	-24 037	-31 777	132,20 %
Produits exceptionnels	0	20 025	-20 025	-100,00 %
Charges exceptionnelles	0	267	-267	-100,00 %
Résultat de l'exercice	-55 815	-4 279	-51 536	1 204,43 %
Capacité d'autofinancement	19 993	-58 915	78 908	-133,93 %

Résultat de l'exercice

Le résultat audité s'établit à 56 K€.

Nous constatons une baisse des produits d'exploitation de 219 K€, principalement expliquée par :

- Une diminution des subventions de 109 K€,
- Une baisse du chiffre d'affaires de 12 K€.

Parallèlement, les charges d'exploitation reculent de 187 K€, essentiellement en raison de la réduction des charges externes de 188 K€.

3. COMMENTAIRES SUR LE DEROULEMENT DE LA MISSION

3.1. Historique

Association Cros a été créée en 1974. Le CROS Réunion a pour objet social la promotion et le développement du sport sur l'île de la Réunion. Il agit en tant que représentant du mouvement sportif olympique et non-olympique au niveau régional et a pour mission de coordonner et soutenir les actions des différentes fédérations sportives régionales affiliées. En somme, le CROS Réunion œuvre pour une dynamique sportive régionale forte et inclusive, tout en veillant à la promotion des valeurs de respect, d'excellence et de fair-play.

3.2. Particularités

La nature des activités est : la promotion et le développement du sport, le soutien aux associations et clubs sportifs, la formation des éducateurs, la coordination et la représentation du mouvement sportif régional auprès des institutions publiques et des partenaires nationaux et internationaux. De plus, le CROS Réunion agit sur les thématiques suivantes : le sport accompagné de l'éducation, la citoyenneté, la professionnalisation, la santé, le bien-être ainsi que les politiques publiques et le Haut-Niveau

Nous pouvons résumer la nature de ses activités avec les points suivants :

- Représenter et fédérer le mouvement sportif
- Défendre et promouvoir le sport et ses valeurs éducatives
- Accompagner la structuration et le développement du mouvement sportif

Nous notons que le CROS Réunion cherche à avoir un périmètre d'activité régional avec ses activités qui sont principalement régionales, mais aussi interrégionales et nationales avec la participation à des événements nationaux et programmes de développement sportif en métropole. En ajoutant à cela le développement à l'international grâce aux promotions des échanges sportifs avec d'autres pays, notamment ceux de l'océan Indien, ainsi que la participation à des compétitions et forums internationaux.

3.3. Marché

Pour atteindre ses objectifs et atteindre son objet social, le CROS met en place des journées avec des thématiques types qui sont bien évidemment accès sur le sport et un autre sujet que l'association décide de mettre en avant que cela soit au niveau de l'éducation ou encore le bien-être. Le CROS dispose de locaux qui se situent à la Maison Régionale des Sports à Saint-Denis. De plus, du bénévolat est mis en place qui favorise l'intégration et la participation sociale des Réunionnais au développement de l'intérêt collectif de l'association. Enfin, le CROS Réunion dispose de moyens financiers avec subventions publiques. Des financements provenant des collectivités locales et de l'État.

3.4. Difficultés rencontrées

Néant.

3.5. Modifications apportées au plan de mission

Aucune modification a été apportée au plan de mission.

3.6. Principales échéances

Les comptes annuels ont été arrêtés le : 23 mars 2026

L'assemblée générale est prévue pour le : 24 avril 2026

4. SYNTHESE DES CONTRÔLES DE SUBSTANCE

A. CLIENTS USAGERS

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Clients et comptes rattachés (Brut)	64 140	63 898	242	0,38 %
Clients et comptes rattachés	64 140	63 898	242	0,38 %
Produits constatés d'avance	36 000	74 000	-38 000	-51,35 %
Clients créditeurs et acomptes	1 075	416	659	158,63 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Production vendue	95 184	107 731	-12 547	-11,65 %

CREANCES CLIENTS USAGERS

Au 31/12/2025, les créances clients s'élèvent à 64 K€, tandis que les dettes envers les clients totalisent 1K€. Ces dettes correspondent à des trop-perçus ou à des absences de facturation, répartis comme suit :

262 € : Association Jeunesse Sportive

200 € : Club SNUDI

282 € : Racing Club

La majorité des créances a été apurée sur l'exercice N+1. Toutefois, nous relevons que la cotisation du CIJ de Madagascar demeure impayée à ce jour pour 2K€.

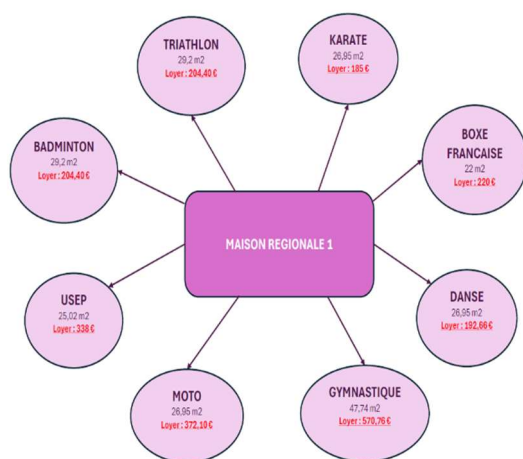
CHIFFRE D'AFFAIRES

Nous constatons une baisse globale des recettes du CROS sur l'exercice 2025. En effet, le CA de l'association atteint 95 K€ contre 108 K€ sur l'exercice précédent. Les recettes du CROS sont partagées en plusieurs catégories principales :

- les revenus des prestations centre de ressources (CRIB) ;
- les revenus des cotisations adhérentes du CROS ;
- les revenus locatifs MR1 ;
- la location de salles.

Nous sommes en possession de la grille tarifaire applicable depuis le 1er janvier 2023. Nous relevons principalement la baisse des prestations aux adhérents CRIB, qui s'élève à 41 K€ contre 48 K€ en N-1. Pour rappel, le CRIB (Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles) est un dispositif permettant au CROS d'accompagner les associations et autres dirigeants pour l'établissement des bulletins de paie, déclaration d'embauche. La baisse du solde est directement liée au nombre d'adhérent au CRIB en 2025, en légère baisse sur l'exercice. D'après notre analyse du FEC, les principaux adhérents CRIB sont les associations Marmailles Aventures (4K€) et l'Association Sportive Club de Labourdonnais (1 K€). Nous avons obtenu les factures couvrant 30 % du solde que nous avons rapproché à la comptabilité de façon satisfaisante.

- Récapitulatif des locataires et les montants des loyers versés :



Refacturation EDF pour les propriétaires

CO- PRO (parties communes pour Citya)	2%
FOOTBALL	36,19%
NATATION	6,13%
HANDBALL	8,03%
BASKET BALL	4,71%
PETANQUE(occupant) propriétaire Tennis de Table	2,56%
PELOTE BASQUE	3,18%
BOXE FRANCAISE	1,58%
GYM VOLONTAIRE	0,91%
CROS	35%

Les revenus liés aux loyers mensuels et aux locations de salles sont de l'ordre de 34 K€. Le CROS perçoit des loyers mensuels de la part de 8 associations locataires pour la location de salle (contrats obtenus).

Point d'audit : Lors du contrôle des contrats de location et de leurs avenants, nous constatons que le loyer est présenté comme incluant la mise à disposition du local ainsi que les charges, notamment l'eau et l'électricité.

Cependant, nous relevons également l'existence d'une clé de répartition ainsi que la refacturation de l'électricité aux locataires, ce qui crée une incohérence avec la mention "charges comprises".

Une refacturation non conforme aux dispositions contractuelles peut être contestée par les locataires.

B. STOCKS

L'association ne possède pas de stocks.

C. IMMOBILISATIONS

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Immobilisations incorporelles brutes	9 810	9 810	0	0,00 %
Amortissement des immob° incorporelles	9 810	9 775	35	0,36 %
Immobilisations incorporelles	0	35	-35	-100,00 %
Immobilisations corporelles brutes	815 626	804 472	11 154	1,39 %
Amortissement des immob° corporelles	755 865	732 786	23 079	3,15 %
Immobilisations corporelles	59 761	71 686	-11 925	-16,63 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Dotation amort. sur immobilisations	23 114	24 233	-1 118	-4,61 %

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Le total des immobilisations corporelles et incorporelles du CROS s'élève à 823 K€, en hausse de +9K€ sur l'exercice audité. Nous relevons des acquisitions de matériel de bureau et informatique (3 PC portables et un iPhone) pour 4 K€, de mobilier (caissons, fauteuils bureautiques et incubateur) pour 4 K€ et d'installations générales (climatiseur) pour 1 K€.

Aucune mise au rebut n'a été constatée sur l'exercice audité.

Le rapprochement entre la comptabilité et les états d'immobilisations et d'amortissements est satisfaisant.

D. TRESORERIE

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Disponibilités	300 060	352 838	-52 778	-14,96 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Produits financiers	238	398	-160	-40,19 %

TRESORERIE

Au 31 décembre 2025, les disponibilités du CROS atteignent 300 K€, soit une diminution observée de -53 K€ par rapport à l'exercice précédent. Notre analyse des variations met en évidence des encaissements de subventions pour un total de 377 K€. Ces subventions sont ensuite utilisées au cours de l'exercice pour les actions concernées. A noter que le CROS a obtenu moins de subventions en 2025 qu'en 2024. Nous relevons également plusieurs virements internes entre le compte BFC et le livret BFC pour un total de 150 K€ sur 2025. Notons que la diminution de la trésorerie suit également la baisse du CA 2025.

CIRCULARISATION BANQUES

Banques	Date d'envoi	Date de relance	Circularisation reçue	N°ref	Solde chez tiers	Solde chez entité auditée	Ecart	Conclusion
CEPAC	18/02/2026		20/02/2026	D1.5/01	23 025,94	23 025,94	-	GUILLOU JOHAN PRESIDENT
BFC	18/02/2026			D1.5/02		57 031,01	- 57 031,01	
BFC LIVRET		20/02/2026				219 692,21	- 219 692,21	

Dans le cadre de notre démarche de circularisation, nous avons circularisé deux banques, nous avons obtenu la réponse de la CEPAC qui confirme le solde. Une relance a été faite pour le compte de la BFC. Les personnes habilitées ont été informés.

E. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Immobilisations financières brutes	724	724	0	0,00 %
Immobilisations financières	724	724	0	0,00 %

Absence de variation du poste entre 2024 et 2025. Le solde concerne uniquement des cautions versées pour un défibrillateur et un décodeur TV de chez ORANGE.

F. FOURNISSEURS

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Dettes fournisseurs et cpt.rattachés	33 144	50 736	-17 592	-34,67 %
Dettes sur immo. et cpt.rattachés	1 254	946	309	32,62 %
Charges constatées d'avance	7 152	3 760	3 392	90,21 %
Fourn débiteurs & acomptes	378	0	378	0,00 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Autres achats et charges externes	199 219	363 562	-164 343	-45,20 %

FOURNISSEURS

Le total des comptes fournisseur s'élève à 32 K€, en diminution de 20 K€ par rapport à l'exercice 2024. Nous relevons notamment la baisse des dettes fournisseurs de -15 K€, le solde étant de 26 K€ au 31 décembre 2025. Dans le détail, les dettes les plus importantes concernent le syndicat co-pro pour la MRS1 et MRS2 à hauteur de 2 K€, ainsi que Quadient pour 1,6 K€. La baisse des dettes fournisseurs est cohérente avec la baisse des frais généraux.

Les FNP s'élèvent à 10 K€ et concernent principalement les honoraires CAC 2025. Nous sommes en possession de l'ensemble des justificatifs des FNP, et aucune ne semble liée à une action. Enfin, les CCA sont de l'ordre de 6 K€ sur l'exercice. Elles concernent les appels de fonds du syndicat de la co-pro pour le 1er trimestre de 2026 (2 K€) ainsi que les frais Quadient pour la location de machine à affranchir en 2026 (1,6 K€).

REVUE ANALYTIQUE DES FRAIS GENERAUX

Au 31 décembre, les frais généraux du CROS s'élèvent à 217 K€, en forte diminution de -146 K€ par rapport à 2024.

Nous avons identifié les variations suivantes :

- La baisse globale des achats de -48 K€, le solde total atteignant 27 K€. Cette diminution est principalement reflétée dans les achats de fournitures vestimentaires et de matières, en baisse de 23 K€ et 21 K€ respectivement ;
- La baisse importante des charges de sous-traitance générale de -54 K€, pour un solde total de 9K€ ;
- La baisse des frais de communications de -46 K€ pour un total de 17 K€ en 2025.
- L'apparition d'une nouvelle charge "divers" s'élevant à 26K€ au total. Il s'agit d'aides financières exceptionnelles du CROS envers les clubs et ligues dans le besoin, selon une convention de partenariat « Solidarité Olympique » du CNOSF (justificatifs obtenus). Cette aide est en lien avec les Jeux des Îles 2023. En effet, le CROS a reçu une subvention en fin 2024 pour un total de 19 K€, puis l'a reversée de manière équitable aux 21 ligues participantes aux Jeux.
- De nouveaux honoraires sociaux pour 4 K€ correspondant à la prestation de service de gestion de paie par le cabinet 3A depuis octobre 2025. Avant cette date, la paie était réalisée en interne. Rappelons que les dépenses varient directement en fonction du nombre et de l'amplitude des actions menées sur l'exercice. En 2025, l'association a réalisés moins d'actions que sur l'exercice précédent,
Enfin, notons que cette baisse des dépenses seule n'a pas permis une hausse du résultat sur l'exercice audité pour cause d'une baisse des recettes et de la comptabilisation des fonds dédiés en fin d'exercice.

G. PERSONNEL

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Créances sociales	15 086	9 054	6 032	66,62 %
Dettes sociales	36 331	59 476	-23 145	-38,92 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Salaires et traitements	259 250	308 424	-49 173	-15,94 %
Charges sociales	39 831	64 681	-24 850	-38,42 %

La masse salariale enregistre une diminution de 49 K€. Cette baisse s'explique principalement par l'absence de fin de contrat liée à l'ancien directeur du CROS ainsi que l'arrêt maladie prolongé d'une salariée depuis le 29/08/2025 et deux départs intervenus au cours de l'année 2025, entraînant mécaniquement une réduction des charges de personnel.

H. EMPRUNTS

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Emprunts & dettes financières divers	1 005	1 005	0	0,00 %

L'association ne détient aucun emprunt. Les montants inscrits correspondent uniquement à des cautions reçues.

I. FONDS PROPRES

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Fonds propres sans droit de reprise	289 681	323 208	-33 528	-10,37 %
Subventions d'investissement	39 196	53 112	-13 916	-26,20 %
Situation nette	233 866	318 929	-85 063	-26,67 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Résultat de l'exercice	-55 815	-4 279	-51 536	1 204,43 %

VARIATION DES FONDS PROPRES

Dans le cadre de l'audit des comptes arrêtés au 31 décembre 2025, nous avons procédé à l'analyse :

- De la structure des fonds propres,
- Des opérations d'affectation des résultats,
- De l'enregistrement de la provision pour indemnités de fin de carrière (IFC),
- Ainsi que de la conformité du traitement comptable au regard du Plan Comptable Associatif (Règlement ANC 2018-06).

1. Constatations

a. Traitement de la provision pour IFC

En 2024, l'association a comptabilisé un « prélèvement de 27 k€ sur les fonds propres » dans le but d'ajuster la provision pour indemnités de fin de carrière.

Cette écriture ne relève pas d'un principe comptable conforme : la provision IFC doit être comptabilisée en charge (6815) et provision (1572), sans mouvement direct sur les fonds propres.

b. Affectation des résultats en compte 102

Nous constatons que les résultats des exercices antérieurs ont été affectés au compte 102 « Fonds associatifs sans droit de reprise ».

Or, conformément au Règlement ANC 2018-06, le compte 102 doit être réservé exclusivement à :

- Des fonds apportés par les fondateurs,
- Des dons ou apports sans droit de reprise,
- Des dotations statutaires stables.

Les résultats d'exercice ne peuvent pas être affectés au compte 102, sauf disposition statutaire particulière et exceptionnelle (hypothèse non documentée dans le cadre de l'audit).

2. Règles applicables en matière d'affectation

Selon le Règlement ANC 2018-06 :

- Les excédents non affectés doivent être inscrits en 110 – Report à nouveau créditeur,
- Les montants destinés à financer des projets identifiés doivent être affectés en 1068 – Réserves,
- Les déficits doivent être enregistrés en 119 – Report à nouveau débiteur.

Point d'audit : Les écritures de fonds propres doivent être corrigées afin de garantir : la conformité réglementaire, la fiabilité et la transparence de la présentation financière, Ces corrections n'affectent pas le montant total des fonds propres, mais permettent de réaligner leur ventilation sur les normes comptables et d'améliorer la qualité des états financiers.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Le total des subventions d'investissement s'élève à 119 K€ au 31 décembre 2025, en baisse de 88 K€ par rapport à l'exercice 2024.

L'examen des comptes de subventions montre que certaines subventions, notamment les plus anciennes (subventions du Conseil régional, subventions d'équipement région), sont totalement soldées à la clôture, traduisant une reprise intégrale au résultat. La reprise est cohérente avec l'amortissement complet des immobilisations financées.

Les comptes de subventions d'investissement non soldés (subventions d'équipement informatique, subventions ANS, CNDP) présentent un solde créditeur global d'environ 116 K€, correspondant à des subventions encore partiellement reprises. Le compte « Subventions d'investissement à réaliser » présente un solde créditeur d'environ 3 K€. Ce solde correspond à des subventions notifiées mais non encore encaissées ou restant conditionnées à la production de justificatifs. Le traitement comptable retenu est approprié, sous réserve du maintien d'une documentation justificative permettant d'en assurer le suivi.

Nous avons obtenu le tableau de suivi des subventions d'investissements retraçant chaque investissement par année d'acquisition ainsi que leur amortissement à N.

Point d'audit : L'examen du FEC met en évidence des reprises de subventions d'investissement relatives à des immobilisations acquises entre 1992 et 2014 et amorties sur une durée de 5 ans principalement. Ces reprises ont été comptabilisées sur l'exercice 2025. A noter que les investissements datant de 1992, 2003, etc., sont toujours en immobilisation au 31/12/2025. Nous recommandons d'effectuer un inventaire des immobilisations et d'effectuer le cas échéant les mises au rebut nécessaire.

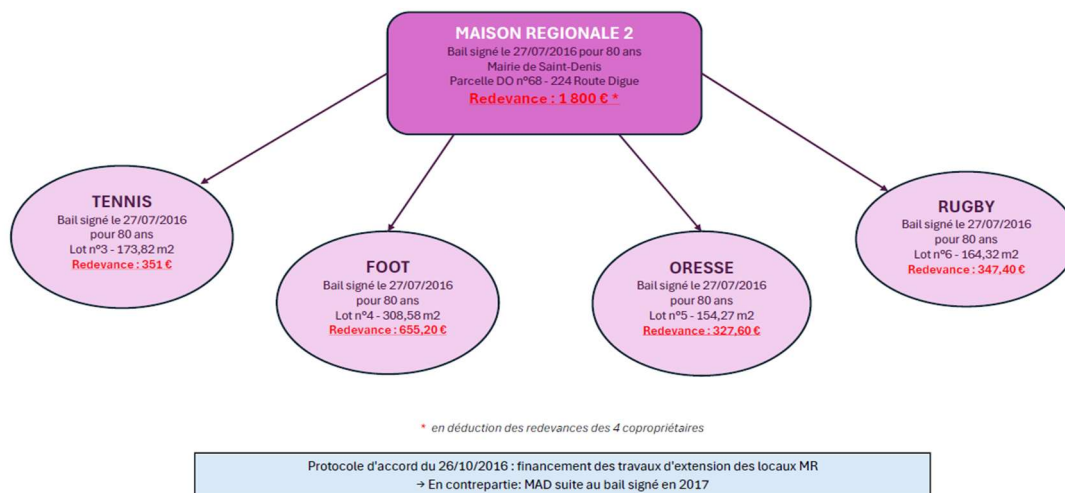
Le compte 139 « Subventions d'investissement virées au résultat » présente un solde débiteur cumulé de 80 K€. Ce solde correspond au cumul des reprises opérées depuis l'origine et assure la bascule progressive des subventions du passif vers le compte de résultat. En effet, le compte 747 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat » enregistre un produit de 17 K€. Ce produit contribue positivement au résultat de l'exercice et vient compenser partiellement les charges d'amortissement des immobilisations financées, conformément au principe de spécialisation des exercices.

K. FISCALITE

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Créances fiscales	82 342	121 505	-39 163	-32,23 %
Dettes fiscales	9 181	64	9 117	14 245,31 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Impôts taxes et versements assimilés	27 707	29 112	-1 404	-4,82 %

Les créances fiscales correspondent principalement aux subventions à recevoir pour 82 K€ et la dette fiscale correspond à la taxe foncière de la MR2.



1. Cadre juridique : bail emphytéotique

L'association bénéficie d'un bail emphytéotique consenti par la mairie de Saint-Denis pour une durée de 99 ans.

Conformément à ce type de bail :

L'association est tenue d'assumer toutes les taxes afférentes au bien,
Versement d'une redevance annuelle de 1 800 €.

2. Protocole d'accord du 26/10/2016 : Suite au protocole d'accord signé le 26 octobre 2016 :

Quatre autres propriétaires ont contribué au financement de l'extension des locaux MR2,
En contrepartie, ces tiers deviennent propriétaires d'une partie des locaux, conformément au schéma,
L'ensemble constitue une forme de copropriété fonctionnelle de l'espace MR2.

3. Redevance emphytéotique : clé de répartition et anomalies comptables

Chaque copropriétaire doit verser une quote-part de la redevance directement au Trésor Public, chaque année, au 2 janvier ;
La part due par le CROS s'élève à 118 €.

Point d'audit : Cette quote-part n'est ni comptabilisée, ni réclamée, ni suivie annuellement. Il s'agit d'un manquement dans le suivi contractuel et financier des redevances liées au bail emphytéotique.

4. Taxe foncière de la MR2 : traitement et refacturation

Lors de l'audit, nous avons obtenu une taxe foncière relative au bâtiment MR2, bâtiment reconnu comme étant en copropriété entre l'association et les quatre autres propriétaires.

Point d'audit : La totalité de la taxe apparaît supportée par l'association. Nous avons reçu la taxe foncière de la ligue de tennis.

L. AUTRES ACTIFS & PASSIFS

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Autres créances (Hors fournisseur, CC, fisca, social)	2 299	8	2 291	28 635,50 %
Autres dettes (Hors clients créditeurs, CC, fisca, social)	435	6 312	-5 877	-93,11 %

À la suite des travaux de l'expert-comptable, nous observons que l'ensemble des autres dettes et créances a été regroupé au sein du compte 467.

Cette centralisation ne permet plus d'assurer un suivi distinct et fiable des créances et dettes liées :

- aux salariés,
- aux adhérents,
- ou éventuellement au président.

Cette présentation limite donc la lisibilité et la traçabilité de ces postes, qui devraient idéalement être ventilés dans les comptes appropriés afin de garantir un suivi précis.

M. PROVISIONS ET FONDS DEDIES

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Provisions pour risques	0	10 000	-10 000	-100,00 %
Provisions pour charges	41 504	0	41 504	0,00 %
Fonds dédiés	98 951	48 513	50 438	103,97 %

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Dotation pour risques et charges	2 255	0	2 255	0,00 %
Engag à réaliser fonds dédiés	98 951	48 513	50 438	103,97 %

La provision pour charges correspond à l'indemnité de fin de carrière (IFC). Par ailleurs, les fonds dédiés s'élèvent à 98 K€.

Nous relevons que, lors de l'établissement du budget dans le cadre des demandes de subventions, les montants enregistrés en fonds dédiés ne sont pas repris dans le budget prévisionnel. Cette absence d'intégration limite la cohérence entre les financements affectés et la présentation budgétaire, et peut entraîner un suivi insuffisant des ressources affectées non encore utilisées.

Nous notons également l'absence de clé de répartition pour l'affectation des charges aux divers projets.

N. AUTRES PRODUITS & CHARGES

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Cotisations	18 120	32 260	-14 140	-43,83 %
Autres produits	1 251	4 567	-3 316	-72,60 %
Autres charges	505	9	496	5 441,01 %
Produits exceptionnels	0	20 025	-20 025	-100,00 %
Charges exceptionnelles	0	267	-267	-100,00 %

Le total des autres produits s'élève à 38 K€ sur l'exercice audité, en baisse de -39 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Nous relevons l'absence de produit exceptionnel lié aux partenariats qui représentait un solde de 20,5 K€ en 2024. Les partenariats sont en lien direct avec les actions menées par le CROS : en 2024, l'association avait reçu la somme due suite aux partenariats menés avec la Brasserie de Bourbon notamment, dans le cadre de

ses actions (Jeux des Îles). L'absence d'événements sportifs significatifs organisé sur 2025 explique l'absence de partenariat important. Nous notons également l'absence de produits lié aux cotisations des CNO adhérents CIJ, qui s'élevait à 14 K€ en 2024. Cette cotisation due au CROS était également en lien avec les Jeux des Îles de 2023. En effet, le secrétariat des Jeux se tenant à La Réunion pour cette édition, chaque nation participante a dû cotiser 2 K€ auprès du CROS.

La cotisation des adhérents CRIB est stable et s'élève à 12 K€. Nous sommes en possession du suivi des prestations CRIB.

P. SUBVENTIONS ET FINANCEMENTS

Résultat	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Subventions d'exploitation	429 976	539 252	-109 276	-20,26 %

Bilan	31/12/2025	31/12/2024	Ecart	Variation
Subventions à recevoir	36 153	83 105	-46 952	-56,50 %

Subvention à recevoir

Nous constatons un solde à recevoir d'environ 113 K€.

Nous avons été informés du non-renouvellement du salarié CHAID, dont le poste était financé par une subvention pluriannuelle sur trois exercices. À ce titre, les fonds attendus n'ont pas été perçus : 10 K€ au titre de N-1 et 20 K€ qui ont été annulés sur l'exercice en cours.

Les subventions restantes à percevoir s'élèvent à :

- 14 K€ de la Région,
- 30 K€ du Département.

Ces informations ont été confirmées par les tiers à la suite de la circularisation.

CONCOURS PUBLICS

Point d'audit : Nous relevons que les aides ASP liées aux services civiques doivent être comptabilisées en compte 73 – Subventions d'exploitation, conformément au Plan Comptable Général.

SUBVENTION EXPLOITATION

Nous avons rapproché l'ensemble des subventions d'exploitation avec les conventions correspondantes.

Nous constatons une diminution de 110 K€, résultant :

- D'une baisse de 31 K€ de la subvention du Conseil départemental, en lien avec l'absence de l'action du SROP
- D'une baisse de 34 K€ de la subvention de l'ANS, en lien avec la hausse des subventions pour l'action caravane du sport +15 K€, baisse de la subvention pour le fonctionnement de -60 K€ et une hausse pour l'action jeu olympique +13 K€
- Et d'une baisse de 31 K€ de la subvention du CNOSF par l'absence de financement pour la solidarité olympique sur 2025.

V. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Néant.

5. SYNTHÈSE DES VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

5.1. Conventions réglementées

Nous n'avons pas identifié de convention réglementée dont nous n'aurions pas été préalablement avisés par l'entité et ses conseils juridiques.

5.2. Autres vérifications

Aucune anomalie significative n'a été détectée au cours des autres vérifications spécifiques menées pour la mission 31/12/2025.

POINTS D'ORDRE JURIDIQUE

Au niveau juridique, il conviendrait de retranscrire sur des registres côtés et paraphés vos procès-verbaux d'assemblée et de conseil d'administration.

La publicité des comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations et fondations soumises aux prescriptions de l'alinéa 1 de l'article L.612-4 du code de commerce dont le montant global des subventions et/ou dons dépassent 153 000 euros par exercice comptable. Ces documents doivent être déposés sous la forme d'un unique fichier PDF. Il vous appartient de vous assurer que cette formalité soit respectée.

Depuis le 25 mai 2018, le règlement général sur la protection des données (R.G.P.D) est applicable à l'ensemble des entités. Ce règlement a pour objectif de renforcer les droits des personnes physiques dont les données personnelles sont exploitées. Conformément aux dispositions de l'article 2 du RGPD, ce règlement « s'applique au traitement de données à caractère personnel, automatisé en tout ou en partie, ainsi qu'au traitement non automatisé de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans un fichier. »

Les principales mesures à engager en interne sont :

- Affecter une personne à la mise en place du RGPD,
- Recenser les traitements de données à caractère personnel (salariés, clients, fournisseurs, usagers, ...),
- S'assurer qu'une obligation de sécurité des données traitées existe,
 - Sensibilisation des utilisateurs internes sur la gestion des données,
 - Elaboration d'une politique d'accès aux données,
 - Authentification des utilisateurs.
 - Mise en place de la traçabilité des accès et de leur sécurisation,
 - Stockage en ligne ou cloud,
 - Sécurisation des locaux.
- Revoir les clauses des contrats avec les tiers,
- Mettre en place une procédure en cas de réclamation des tiers dont les données personnelles sont utilisées,

- Mettre en place une procédure en cas d'atteinte aux données à caractère personnel.

Le défaut de respect de la mise en place d'une démarche de mise en conformité vis-à-vis du RGPD peut entraîner des sanctions pénales, administratives ou civiles.

Nous vous recommandons de mettre en place une démarche proactive afin de vous mettre en conformité avec les dispositions prévues par le RGPD.

Afin de finaliser nos travaux, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir les éléments suivants :

- Comptes annuels,
- Rapport de gestion,
- Lettre d'affirmation,
- Texte des résolutions soumis au vote de l'assemblée générale,
- Convocation du Commissaire aux comptes à l'Assemblée générale amenée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2025.